



RÉFORME HISTORIQUE

Plus qu'une nécessité, une urgence vitale !

COMMUNIQUÉ :

La situation de nos établissements pénitentiaires n'a jamais été aussi alarmante :

- ▶ Le sous-effectif des personnels de surveillance est devenu abyssal
- ▶ La surpopulation carcérale atteint des niveaux records

Il en résulte un épuisement professionnel des agents, soumis à des pressions physiques et psychologiques insupportables, soumis à des rythmes de travail infernaux, avec des rappels sur leurs repos, un nombre d'heures supplémentaires exponentiel, et une dangereuse et récurrente tendance à flirter, voire déroger, à la réglementation relative aux garanties minimales.

Il en résulte également un accroissement de la violence au sein de nos détentions, dans lesquelles les personnels en tenue sont en première ligne, victimes d'agressions de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves.

La liste des conséquences n'est hélas pas exhaustive... et elles s'annoncent d'ores et déjà désastreuses, tant pour les personnels, qui sont en souffrance, que pour l'institution, qui n'est même plus en capacité d'assurer ses missions régaliennes, sans plus d'efficacité que de dignité.

La cause majeure de cette incurie réside dans l'incapacité pour cette administration à recruter des personnels de surveillance.

C'est pour pallier cette carence que **Force Ouvrière** a proposé un projet de réforme statutaire et indemnitaire ambitieux. Ce projet a été validé par le DAP et le ministre de la Justice, afin de redonner rapidement espoir à des personnels au bord de l'implosion et tenter d'éviter l'effondrement de notre institution.

Depuis, de nombreuses réunions techniques se sont tenues, concluant à la cohérence de notre projet.

Mais après les réunions techniques, place aujourd'hui aux réunions interministérielles (RIM).



Se retrouvent donc autour de la table les services de la Première ministre, les services de la DGAFF, les services de la Fonction publique et les services du ministère de la Justice.

L'objectif de ces RIM est d'obtenir des arbitrages sur des points de divergence entre les différents services des Ministères.

Alors même que ce projet a été annoncé par le ministre de la Justice, accompagné du ministre de la Fonction publique, alors même que l'Élysée et Matignon y sont favorables... les RIM se succèdent et les arbitrages tardent à venir.

CHERCHER L'ERREUR !

Pendant ce temps, la situation dans les détentions se dégrade de jour en jour, et l'engagement pris de faire des annonces concrètes avant l'été semble compromis.

Un été qui s'annonce pourtant comme le pire des étés dans l'histoire pénitentiaire. Il y a urgence sur le terrain, et pendant ce temps, une poignée de décisionnaires déconnectés tergiverse derrière un bureau.

CHERCHER L'ERREUR !

Madame la Première ministre, Messieurs les Ministres, cessez de laisser de hauts fonctionnaires, qui ignorent tout de nos métiers, discuter le bout de gras pendant que toute l'administration pénitentiaire est en train de sombrer.

Il est temps, Madame la Première ministre, Messieurs les Ministres, de taper du poing sur la table et de mettre un terme à ces RIM sans fin.

QUI DÉCIDE DANS CE PAYS ?

les hommes et femmes politiques ou les hauts fonctionnaires ?

FORCE OUVRIÈRE a fait preuve de suffisamment de patience !!!

SACHEZ QUE NOUS N'ATTENDRONS PAS DAVANTAGE !

